

Bulletin d'histoire politique

À propos de *Duplessis, son milieu, son époque*, sous la direction de Xavier Gélinas et Lucia Ferretti (Éditions du Septentrion, 2010)

Claude Morin



Volume 21, numéro 1, automne 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1011709ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1011709ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Morin, C. (2012). Compte rendu de [À propos de *Duplessis, son milieu, son époque*, sous la direction de Xavier Gélinas et Lucia Ferretti (Éditions du Septentrion, 2010)]. *Bulletin d'histoire politique*, 21(1), 254–259.
<https://doi.org/10.7202/1011709ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

**À propos de *Duplessis, son milieu, son époque,*
sous la direction de Xavier Gélinas et Lucia
Ferretti (Éditions du Septentrion, 2010)**

CLAUDE MORIN

Ancien ministre du Parti québécois

Ce livre m'a vraiment beaucoup plu. Davantage, en tout cas, que je m'y attendais. Il faut dire que je partais de loin.

La « grande noirceur »...

J'ai longtemps considéré Maurice Duplessis comme le politicien québécois historiquement le plus néfaste. À mes yeux, il symbolisait à peu près tout ce que j'avais détesté du Québec de 1945 à 1960. Plus exactement, certains traits de la société québécoise qu'il m'a été donné d'observer pendant la seconde moitié de mon cours classique jusqu'à mes premières années comme professeur, en passant par celles de mes études à l'Université Laval et à l'Université Columbia de New York.

Il y avait eu la grève de l'amiante, le cléralisme, l'autonomiste défensif, l'« agriculturalisme », l'antisindicalisme, le contrôle étranger sur nos richesses naturelles, le favoritisme, la « Loi du cadenas ». Et aussi, cela me touchait plus près, l'opposition systématique de Duplessis aux valeurs économiques, politiques et sociales nouvelles que je découvrais à la Faculté des sciences sociales de Laval, dont, soit dit en passant, pratiquement aucun des diplômés, vus par lui comme des « pelleteux de nuages » aux idées troublantes, ne pouvait espérer faire carrière dans le fonctionnarisme québécois. C'était l'époque de la censure assidue des écrits et des films. De la lutte à tout ce qui pouvait, aux yeux du gouvernement d'alors, passer pour immoral ou d'inspiration socialiste. Si bien qu'il était quasi

impossible de se procurer en librairie et encore moins en bibliothèque des ouvrages dits « à l'index » ou d'auteurs marxistes. Il fallait des permissions spéciales, signées, pour mettre la main sur les premiers et, pour les autres, les faire venir de France ou d'ailleurs, et parfois, ça m'est arrivé, aller les récupérer à la douane en tentant d'en justifier l'acquisition. On l'a oublié aujourd'hui, mais l'étroitesse d'esprit du gouvernement lui fit interdire la vente de la vodka, dans les magasins de la Commission des liqueurs, y compris de celle fabriquée aux États-Unis! Une boisson inventée par les communistes... On ne s'étonnera pas que le souvenir encore vif de cette phase, à mon sens gênante de l'histoire du Québec, m'ait fait utiliser l'expression grande noirceur, assez courante ces années-là, dans des discours que je rédigeais pour Jean Lesage à compter de l'automne 1960. Je l'ai même à l'occasion glissée dans mes propres écrits.

Puis, la distance chronologique, combinée avec une connaissance plus subtile de l'histoire du Québec et à la réflexion qu'elle induisit chez moi, me fit relativiser les choses. Après tout, me dis-je, Duplessis n'était pas l'unique responsable, omnipotent, de l'atmosphère de mon point de vue déprimant qui accompagna son règne. Sa perception de la société québécoise, ses valeurs et son interprétation de la conjoncture collaient en gros à celles qui étaient partagées par la plupart des establishments de l'époque et par une proportion significative des citoyens. Bref, j'en vins à penser qu'il avait été, comme on dit, l'« homme de son temps », ce qui atténua quelque peu mon sentiment négatif à son endroit.

Sauf que je continuais à lui reprocher d'avoir opiniâtement voulu perpétuer « son temps ». Là-dessus, mes dispositions sont demeurées les mêmes. Muni de l'autorité qu'il exerçait, il aurait pu ouvrir des horizons aux Québécois, leur inculquer confiance en eux-mêmes, s'intéresser à des idées originales au lieu de les rejeter a priori. Non, ses faits et gestes, ses réformes, se situèrent toujours à l'intérieur d'un cadre rigide qu'il considérait comme un acquis précieux à sauvegarder en le mettant à l'abri, entre autres dangers, des influences présumées gauchistes propagées, selon une formule usuelle, par des « esprits mauvais qui parcourent le monde pour la perte des âmes ».

Ces dernières années et récemment encore, certains ont tenté de présenter Duplessis sous un jour original, pour ne pas dire surprenant. Non seulement il n'aurait pas été le conservateur obstiné qu'on s'accordait en général à voir en lui, encore moins un autocrate, mais il serait rétrospectivement presque devenu le précurseur, peut-être involontaire mais néanmoins efficace, de la Révolution tranquille. Dans la logique de cette interprétation, il aurait plus ou moins mis graduellement en place des éléments qui rendirent possible la transformation québécoise des années 1960. Thèse insoutenable. La Révolution tranquille ne doit rien à la génération spontanée, mais de là à en attribuer la paternité à Duplessis...

Mais revenons-en au livre.

Un ouvrage éclairant

Chacun de ses chapitres, une trentaine, aborde un aspect particulier du duplessisme ou de l'époque qu'il domina, de sorte que l'ensemble constitue une remarquable fresque sur une période de l'histoire québécoise, moins monolithique qu'on l'a un bon moment supposé. Peut-être aurait-il idéalement convenu, pour rendre justice à tous les auteurs, de souligner la valeur indéniable de leurs contributions individuelles, mais on me pardonnera de privilégier celles qui portent sur des questions qui m'ont préoccupé au cours de ma carrière politique. Et me préoccupent encore, on le verra plus loin.

Dictateur? Grande noirceur? Comment qualifier correctement Duplessis et son règne? Les appréciations peuvent varier d'un observateur ou d'un historien à l'autre, mais, l'ouvrage le démontre, la noirceur ne fut sûrement pas aussi grande que le laissaient croire les raccourcis politiques et médiatiques en vogue entre 1960 et 1965 et qui s'insinuèrent dans les jugements postérieurs. Duplessis dictateur? Le mot est trop fort, mais démocrate ne conviendrait pas non plus. Dans son chapitre, Suzanne Clavette a, je crois, trouvé l'expression adéquate: petit despote de province (p. 413). Ayant vécu pendant et sous son régime, je ne vois pas quel prodige révisionniste me ferait changer d'avis là-dessus. Madame Clavette a aussi une phrase perspicace (p. 406) sur la volonté autonomiste du personnage, ce nationalisme qui l'a tant animé et dont on fait si souvent état. Il vaut la peine de la citer, elle est appropriée: «Concernant le nationalisme du Chef, il ne faut pas oublier que ses dénonciations tapageuses des mesures centralisatrices fédérales étaient aussi un moyen de s'opposer à l'instauration de l'État-providence». Cet État-providence qu'il voyait surgir comme l'instrument hypocrite du socialisme larvé, moussé par les bureaucrates fédéraux anglophones et protestants.

Le chapitre de Sébastien Parent passe très utilement en revue la production historique et sociologique québécoise des années 1960 à nos jours. Des images successives et contrastées de Duplessis s'en dégagent, certaines explicables davantage par l'opinion approbatrice ou négative des auteurs sur la Révolution tranquille que sur le legs lui-même du héros. Mais, écrit Parent, «à l'extérieur des cercles initiés, la persistance d'un Duplessis plus grand que nature, ou détestable, confirme que l'histoire savante n'a pas su corriger la mémoire collective» (p. 430). Phénomène en politique.

On discutera sans doute longtemps encore des sources lointaines ou immédiates du duplessisme et de la Révolution tranquille. D'aucuns, avec un regard nouveau, des démonstrations inédites à l'appui ou pour se démarquer de leurs concurrents académiques, persisteront à contester telle ou telle certitude jusque-là acquise. Normal. C'est ainsi que, déglagée

de légendes, s'élabore une véritable connaissance des faits historiques réels et de leurs interrelations. Mais une méfiance prudente est de mise : des arrière-pensées, des « agendas cachés », ou, tout bonnement, des préjugés conféreront fatalement un poids capital à tel événement perçu comme fondateur ou, au contraire, minimiseront la portée communément admise de tel autre. Ainsi, j'ai lu quelque part que le manifeste Refus global, en 1948, avait eu un impact déterminant sur l'évolution du Québec, en ce sens que de lui provint le premier coup sérieux porté à l'idéologie duplessiste émergente. J'ignore ce qu'il en était pour mes contemporains, mais, étudiant, à l'affût de tout texte qui s'en serait pris à l'idéologie ambiante, je n'ai pas eu connaissance de ce manifeste, dont j'appris l'existence des années plus tard, sans percevoir en quoi il aurait ébranlé Duplessis. La référence exacte me manque, mais j'ai aussi lu que le nationalisme de la Révolution tranquille, répercuté par les discours de Lesage, s'inspirait directement de la vision du Chanoine Groulx, ce que Trudeau, rencontré à Ottawa en 1969, m'avait déjà dit, m'en blâmant. Or, auteur de ces discours, ma culture souffrait d'une lacune : je n'avais encore rien lu de Groulx ni ne connaissais ses idées.

Par contre, dès sa naissance, j'accordais une énorme importance à *Cité libre*, dont chaque numéro m'apportait des matériaux que j'intégrais à ma grille d'analyse sociopolitique alors en construction. Par la suite mes idées évoluèrent considérablement, surtout à propos des rapports Québec-Canada, et je me sens aujourd'hui tout à fait en accord avec le chapitre fort documenté et démystificateur de Charles-Philippe Courtois sur la vision tronquée du Québec diffusée à l'époque par la revue. L'auteur insiste, en conclusion (p. 75), sur « la critique exagérée du duplessisme brossée par *Cité libre* ». Exagérée, en effet. J'ai succombé à ce travers sans me rendre compte, sur le coup, qu'il conduisait obliquement à douter des Québécois eux-mêmes.

Au-delà des grands thèmes traités dans le livre, plusieurs chapitres aident à comprendre le personnage marquant, mais sans transcendance parce trop vissé à son temps, que fut Duplessis. C'est le cas de ceux de la deuxième partie, sur le politicien et le député au quotidien, et des autres sur ses politiques (censure, culture, presse, richesses naturelles, relations avec Ottawa et l'Ontario, etc.). La contribution de Gaston Deschênes m'a rappelé mon manque d'enthousiasme quand, en 1977, j'appris l'intention de René Lévesque d'ériger la fameuse « statue de Duplessis ». Jean-Charles Panneton évoque les qualités journalistiques du Pierre Laporte que j'ai connu. Roch Bolduc confirme qu'une réforme du fonctionnarisme s'imposait, mais montre que l'administration publique comptait déjà certaines personnes de valeur.

La nouvelle noirceur?

L'hostilité au duplessisme comme régime entraîne-t-elle forcément le rejet de toutes les valeurs défendues en son temps? Ou, à l'opposé, doit-on être complaisant envers lui parce qu'il faisait la promotion de certains idéaux partagés par les Québécois aussi bien avant son avènement qu'après? Jusqu'où pousser la rupture?

Et, surtout, quelle rupture? Par rejet du patriotisme canadien-français de naguère, souvent étroit, convenons-en, faudrait-il désormais se rallier à un «nationalisme civique» niveleur? Pour prouver que notre nation est tolérante et réceptive à la mondialisation, serait-il devenu séant de nier notre spécificité? De mépriser des différences culturelles dont le maintien et l'affirmation restent, sur le plan humain, naturelles et profondément légitimes, en plus d'être liées à notre survie collective? Ainsi, des générations durant, le Québec a été «trop catholique» et le clergé y a exercé une influence écrasante: faudrait-il, pour compenser ou par ressentiment, laisser dilapider notre patrimoine religieux ou, pourquoi pas, prescrire l'athéisme généralisé sous couvert de laïcité?

Cette veine de raisonnement est périlleuse: la logique qui la sous-tend peut faire conclure que l'insistance sur la connaissance de notre histoire ou la protection de la langue française crée de regrettables facteurs d'isolement... Explique-t-elle pourquoi, dans certains milieux «branchés», on est tenté, par immaturité, courte vue, effet de mode ou je ne sais trop, de jeter le bébé avec l'eau du bain? En raison de quelle originalité post-moderne devrions-nous être le seul peuple du monde qui soit convié à fonder son avenir sur son déracinement tranquille?

Dans son chapitre, Mathieu Bock-Côté n'aborde pas directement ces sujets. Mais son analyse du conservatisme au Québec met en lumière des conceptions divergentes de la question québécoise qui sont elles-mêmes à la base d'orientations idéologiques lourdes de conséquences. Il ne me paraît pas sûr que les acteurs politiques actuels, du moins ceux qui ont pour mission de défendre le Québec et d'en concrétiser tout le potentiel, discernent toujours clairement les choix implicites de société dont ces idéologies sont porteuses. Je pense par exemple à ceux qui raisonnent comme si le Bloc québécois devait équivaloir à une sorte de NPD-Québec, préoccupé par le «national» certes, mais plus encore par le «social» ou l'écologie. Ou, au sein du Parti québécois, aux promoteurs d'une future Constitution qui, animés des meilleures intentions, souhaiteraient y insérer, «ouverture» oblige, des principes et des dispositions qui, dans la réalité, imposeraient au Québec un «multiculturalisme» à la *canadian*, c'est-à-dire à la Trudeau.

Tout cela me fait parfois me demander si nous ne serions pas en train, au Québec, de vivre une nouvelle noirceur qui occulte des enjeux pourtant

fondamentaux pour un peuple comme le nôtre. Car il me semble, depuis des années déjà, qu'on perd graduellement de vue, par rectitude politique ou « progressisme » étriqué, certaines données élémentaires comme celles-ci (je me permets de me citer moi-même...):

Sans l'existence d'un Nous fondateur, persistant et devenu plus ouvert d'une génération à l'autre, il n'y aurait au Québec ni sentiment d'appartenance, ni volonté autonomiste, ni aspiration souverainiste. N'existerait pas non plus cette identité québécoise, à la fois cause et conséquence du fait que le Québec forme une nation construite sur une histoire, une langue, une culture, un territoire et des institutions qui lui sont propres. Sans le Nous initial de langue française et ces citoyens, de toute origine, qui s'y sont déjà joints et s'y intègrent encore, le Québec serait une province ordinaire. Il n'y aurait pas et il n'y aurait jamais eu de problème Québec-Canada. On ne se serait jamais interrogé sur la place faite au Québec dans l'ensemble fédéral. Et, par la force des choses, tant et aussi longtemps que le Nous fera partie de cet ensemble, la question nationale continuera de se poser au Québec. Qui plus est, de tous les États de l'Amérique du Nord, le Québec est le seul à devoir assumer, par ses lois, ses actions et ses institutions, la responsabilité de préserver et de promouvoir la spécificité d'une société à 80% de langue française qui, pour cette raison notamment, se distingue de la population nord-américaine presque totalement de langue anglaise, quarante-six fois plus nombreuse, qui l'entoure. (< www.vigile.net/Continuer-autrement >, octobre 2010)

Il va de soi que, sans le Nous fondateur, des personnages comme Maurice Duplessis, Jean Lesage ou René Lévesque n'auraient pas joué le rôle qui fut le leur, ni acquis la stature qu'on leur reconnaît aujourd'hui. Ils auraient été des politiciens ordinaires dans une province canadienne ordinaire, et personne n'aurait songé à organiser des colloques sur eux et à en publier les actes.

Tiendra-t-on, un de ces jours, un colloque sur Jean Charest? Aucune idée, mais, le cas échéant, il s'imposera d'évaluer son apport de taille à la nouvelle noirceur: il a constamment cherché à évacuer la question nationale, n'a jamais formulé de positions qui auraient mis en cause le régime fédéral, s'est désintéressé de la politique linguistique et a fait de son mieux pour masquer les exigences d'une identité nationale à sauvegarder et à affirmer.

Je n'ai pas connu Duplessis personnellement, mais je dois aux circonstances d'avoir été proche des cinq premiers ministres qui lui ont succédé. Dans mon for intérieur et mes écrits, je les ai comparés. Différents les uns des autres par tempérament, méthodes de travail ou programme politique, un trait commun – essentiel – les rapproche toutefois. Un trait qui s'applique aussi à Duplessis: leur sensibilité était spontanément québécoise, leurs réflexes de même.

Ceux de Jean Charest, non.